



« L'AFP défend avec force la liberté d'expression, mais... »

Nous avons découvert avec consternation, comme de nombreux collègues, que l'AFP avait décidé de ne pas s'associer à la lettre ouverte, intitulée « Ensemble défendons la liberté », publiée ce mercredi 23 septembre par une centaine de médias (du plus petit aux plus grands, comme Radio France et France Télévisions) en solidarité avec Charlie Hebdo, objet de nouvelles menaces.

Ce faisant, la direction de l'AFP a tourné le dos à l'histoire de l'Agence France-Presse et aux principes qui la guident depuis plus de sept décennies, et qui devraient continuer à l'animer.

Selon les comptes rendus des conférences de rédaction, le directeur de l'information a justifié cette décision par la volonté « de ne pas mettre nos équipes en danger dans des pays musulmans où ce droit est considéré comme une provocation ». « L'AFP défend avec force la liberté d'expression, a-t-il souligné, mais les signataires de cette lettre ouverte ne sont pas aussi exposés que nous dans ces pays. »

L'argument de la sécurité de nos salariés partout dans le monde, qui est évidemment un souci partagé par tous, n'est ici pas recevable. Quand on prétend défendre la liberté de la presse, il ne saurait y avoir de « mais », ou alors c'est que l'on a une piètre conception de cette liberté fondamentale.

Ce même argument de la protection de nos journalistes avait été invoqué début septembre pour expliquer que l'AFP diffuse en images une version tronquée, camouflée, de la Une du numéro de Charlie republiant des caricatures du prophète de l'islam. L'opération visait à dissimuler un dessin de Cabu – tué dans les attentats de janvier 2015 – « considéré comme une insulte pour les fidèles musulmans », selon la note rédactionnelle relayant la position de la direction de l'information.

Depuis quand l'AFP prend-elle ses décisions en fonction du ressenti prêté à tel ou tel groupe communautaire, ou de l'accueil attendu dans tel ou tel pays ? Qui peut sérieusement croire que le choix du renoncement – renoncement à montrer un dessin, à se joindre à une pétition – peut contribuer à accroître la sécurité de nos équipes ?

En janvier 2015, quelques jours après les attentats, l'AFP, fondée à la Libération de Paris, invitait les survivants de Charlie à rejoindre l'événement organisé pour son 70^e anniversaire, au palais Brongniart, dans un beau geste de solidarité et de foi en la liberté malgré la douleur du moment. Cinq ans et quelques mois plus tard, la direction de la même Agence maltraite la Une de Charlie et boycotte une lettre de soutien à sa rédaction. Cette évolution, qui est une abdication, nous attriste et nous fait honte.

Section AFP du Syndicat national des journalistes (SNJ) – Paris, le 23 septembre 2020

